

apl

**INFORMATIONS
REGIONALES**

HEBDO

n° 61 / du 30 JAN. au 6 FEV.

dir. B.Lambert

350 F

EDF

ACHÈTE PRESSE-OCEAN



NOUVELLES BRÈVES

PORTE ENTR'OUVERTE A LIVET

500 personnes, peut être plus, sont venues visiter le lycée et en même temps regarder de près ces reliques historiques (Livet étant une ancienne abbaye).

Livet n'avait guère changé depuis l'année dernière, tout au plus dans un vestiaire des travaux qui avancent très lentement.

La visite avait été soigneusement préparée par l'administration qui pour l'occasion avait tiré des tracts avec schéma pour que les parents sachent ce qui faut aller voir de préférence et aussi pour pas qui se perde (ben voyons).

La visite se passa tranquillement avec les explications des élèves, des parents d'élèves Cornec et du proviseur qui en profita certainement pour voir que les ateliers étaient en bien mauvais état.

Une démonstration de couler de métal en fonderie cloturait le spectacle.

Tout le monde était content sauf les élèves qui depuis quelque temps jouait au grand jeu de l'administration "frotte fort et fait luire" et aussi les parents d'élèves Cornec qui se sont fait vider par le protal dès 9h. Heureusement, les parents concluaient vite que si la Fédé Cornec devait partir, c'était pas la peine qu'ils restent NA!

Donc tout es bien qui finit bien on recommencera l'année prochaine!
R.R. ■



BLOPAGE A BRISSONNEAU

Après le succès de la journée porte ouverte, les travailleurs de BLM espéraient pouvoir entamer des négociations avec la Direction. Mais jusqu'à présent: c'est le refus.

Au cours d'une conférence de Presse, les syndicats CGT et CFTD ont fait le point de la situation après 10 jours de grève. Le Comité d'Entreprise n'a pas été tenu au courant de la situation exacte. En réalité la charge de travail correspondait à une activité de 32 h par semaine pour l'ensemble du personnel. Avec les commandes qui existent on pouvait maintenir l'effectif à 40 h. Aujourd'hui, avec les licenciements tous les secteurs d'activité sont touchés et BLM ne pourra pas faire face à ses commandes. On liquide le bureau d'étude en licenciant 3 ou 4 projecteurs, l'atelier de réparations électriques qui était devenu un élément important de la boîte est particulièrement touché. Jeumont Schneider a abandonné progressivement Brissonneau.

Les syndicats ont essayé de renouer les contacts avec la Direction, sans succès. Et pourtant malgré des ouvertures importantes, les travailleurs ont par exemple proposé de laisser sortir des pièces des stocks disponibles afin d'approvisionner les fournisseurs mais à la condition qu'on puisse discuter. Sans succès.

La Direction indique que si ça continue, il faudra procéder à de nouveaux licenciements. A se demander qui restera pour faire tourner la boîte.

"Jeumont-Schneider provoque la fermeture de l'usine. Nous luttons maintenant contre 1000 licenciements affirment les syndicats.

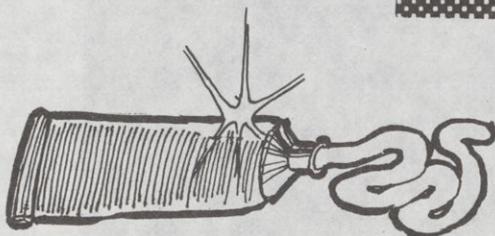
D.B. ■

REQUIEM POUR SPERMATOS

Pour une rubrique "les conseils de Tante URSULE" ou dans la série S.O.S. "Spermatoz en Péril"...

Aux copines qui utilisent comme moyen de contraception le diaphragme (nb. ça revient à la mode, demandez-vous pourquoi) une information que ne donneront pas les gynécologues parce qu'ils/elles "n'ont pas l'air" au courant:

Au lieu d'utiliser n'importe quelle crème ou gélée spermicide, sachez qu'il en existe une au moins remboursée par la SECU et de plus moins chère que les autres: c'était notre page de publicité: avec GELIFAX, soyez relax!!!!!!
TANTE URSULE ■



PEINE DE PRINCIPE

Au Chantier Dubigeon, un peintre Mr. Guilbaud, avait été brulé par un jet de vapeur à la suite d'une rupture de vanne.

Le Tribunal de grande instance de Nantes a condamné SAVARY, Directeur des Chantiers et Le Padellec, Ingénieur à 2500 F d'amende pour "homicide involontaire", estimant que le matériel n'était pas de qualité suffisante. Les responsables de Dubigeon auraient du le vérifier avant utilisation.

Presse-Océan

EMPOCHE & CENSURE

Les quotidiens nantais, PRESSE OCEAN et L'Eclair, ont publié dans leurs éditions de vendredi, une page publicitaire consacrée par EDF à la Centrale électronucléaire du Pellerin. Les journalistes CGT-CFDT et SNJ de la Rédaction de Presse - Océan et Le Livre CGT étaient en désaccord avec leur direction sur le procédé. Ils avaient demandé la parution d'un communiqué dans lequel ils se désolidarisent. Cette publication leur a été refusée dans les éditions de vendredi.

Un quotidien régional - la grande presse en général - c'est un peu un temple du mystère. Il est une seule chose sur laquelle les patrons de presse n'informent jamais: c'est l'information elle-même. Pourtant une corporation nombreuse: ils sont 10 à 12 000 ... et 3000 chômeurs. Les prises de position des journalistes, leurs lutte syndicale à l'intérieur des journaux, le simple quotidien du pigiste ou du rédacteur, ça les canards n'en parlent pas.

En poussant un peu, disons que la seule fois où l'on parle des journalistes, c'est quand l'un d'eux se casse la gueule en voiture. Au moins, il a une bonne "nécro"...

page e.d.f.

Dès mercredi, c'était dans l'air. EDF avait contacté l'agence Havas qui s'occupe de "dispatcher" la pub. sur les quotidiens régionaux. Une commande portant sur une page entière dans les trois quotidiens: P.O., L'Eclair, Ouest France. Un coup de 16 briques.

Coté journalistes, on se concerta. Position de principe intangible: le refus de tout article ou communiqué payant... d'où qu'il vienne, quel que soit le commanditaire. Ne pas laisser prendre l'habitude de l'article payant, les journalistes s'engageant en contre-partie à

répercuter dans les colonnes du journal tous les communiqués et opinions...

Il faudra 48 heures aux syndicats de journalistes pour se mettre d'accord. "Vocation au pluralisme" de la presse: elle ne compte pas moins de six syndicats: CGT, CFDT, FO, SNJ, CFIC et CGC... La pléthore. Et puis, une difficulté inhérente au métier de journaliste: on se croise parfois, on se rencontre peu.

Côté directions locales, attitudes divergentes. A Ouest France, refus de passer la page d'EDF. Refus venant confirmer une attitude constante: O.F. avait bloqué une page de pub pour la majorité présidentielle pendant la campagne des législatives, ainsi qu'un placard du RPR à l'entête de Marianne. Page que Presse-Océan avait d'ailleurs publiée. Refus plus récemment, d'insérer un encart payant de la SFEN.

Allée Duguay-Trouin, c'est le contraire qui se produit. Presse Océan et L'Eclair passeront la pub. nucléaire. Les

journalistes l'apprennent jeudi matin à la "pagination", moment où se calcule le nombre de pages "rédactionnelles" par rapport au volume du publicitaire. Ce jour là, le rédactionnel sera comprimé.

Réaction immédiate des syndicats. Toute la journée, c'est l'effervescence. Négociations avec la direction qui n'aboutiront pas. La page doit passer. On se met d'accord sur un communiqué.

Communiqué que la direction refusera de passer et que nous publions ci dessous in extenso. Précisons que ce texte a été diffusé sous forme de tract dans la journée de vendredi à plus de 500 exemplaires. Et que les journalistes s'étonnent en outre que la page d'EDF ouvertement publicitaire, ait été publiée sous l'intitulé: "COMMUNIQUE"...

Ce n'est pas la première fois que Presse Océan L'Eclair refuse un communiqué des journalistes: rappelons nous la grève de septembre 77, quand Hersant faisait "main basse sur Presse Océan"...

le communiqué censuré

"Les organisations syndicales des journalistes CGT, CFDT et SNJ de la Rédaction de Presse-Océan et le Livre CGT protestent contre la parution de la page publicitaire consacrée par EDF à la centrale nucléaire du Pellerin. Elles se désolidarisent de l'attitude de la Direction qui a accepté la publication de cette page payante qui se prétend informative. Elles ne peuvent admettre ce nouveau privilège de l'argent et entendent alerter l'opinion publique sur les dangers qu'une telle pratique fait courir.

Ces organisations ainsi que les journalistes CFDT et SNJ de la Rédaction de Ouest-France de Nantes réaffirment leur refus de principe de tout "communiqué" ou "publicité" payants quels qu'en soient les auteurs et quels qu'en soient la nature et le contenu, sur une information qui est par définition du ressort des rédactions. Les organisations considèrent les lecteurs comme des citoyens adultes et responsables qui sont à même de se faire une opinion sans le recours à une quelconque pression. Le procédé, de plus en plus utilisé, constitue une atteinte directe au rôle des journalistes et, en règle générale, au droit à l'information."

QUEST-UNITE et LE PELLERIN ...

LE P.S. VIRE... A GAUCHE !?

C'est sur une photo en première page de Camille Durand, Maire de St. Jean de Boiseau, posant la première pierre de son abri antiatomique, que s'ouvre, inévitablement, le dernier numéro du mensuel socialiste Ouest Unité. Première page un peu facile, mais, à l'intérieur, un article important et intéressant, signé J. B.

"Le pouvoir a fait preuve d'une moyennageuse détermination... Mais les autres, ont-ils su mener le combat de la façon la plus efficace? A Cheix et au Pellerin, on aime guère la politique... (...). Les Comités sont des patchworks multicolores déchirés et rapiécés. Et ce petit monde bigarré "inorg", "spont" "bordélique" tantôt réac, tantôt gauchiste regroupe, on se demande comment 10 000 personnes dans une manif... VOUS EN CONNAISSEZ BEAUCOUP VOUS DES PARTIS, des SYNDICATS, QUI ONT CI SUCCES? MOI PAS."

(Plus loin)

"Et à côté de ça quoi cause-t-on dans les salons et les bistrotts? De Mitterrand, de Mauroy, de Rocard qui feinte, descend le long de la touche, dribble et marque... Le match est lassant et peu populaire".

(Plus loin:)

"Le temps n'est pourtant pas aux discours mais à l'action sur le terrain. Ca y est j'entends les mecs du Pellerin, de Cheix et d'alentour: "Vos gueules, les socialistes, tout juste bons à gueuler sur la forme, mais le fond, hein le fond?" "Il y a du vrai là dedans! C'est vrai (...). que le PS n'a pas été aussi mordant que l'auraient souhaité les opposants irréductibles, mais tout de même, rappelons l'intervention d'Alain Chenard (...). Il qualifiait les commissaires enquêteurs de valets du pouvoir de tutelle (...). Et maintenant que fait-il? Interrogez vous? Silence dans les rangs!"

(Plus loin:) "Des mots,

des mots" crient encore les irréductibles qui disent non au nucléaire... et à la politique... Une fois de plus, c'est un peu vrai".

"Cette centrale, pavé dans la mare du ronron politique, social, syndical, invite les uns et les autres à réfléchir sur soi-même...".

"C'est vrai que, quoiqu'elles disent, les structures lourdes des syndicats et partis ont pris le train quand il roulait déjà, mais la publication du Décret d'Utilité Publique constitue peut-être l'événement grave qui doit obliger chacun à oublier les ressentiments (...)."



Oui, c'est bien dans Ouest-Unité, ce mois-ci, qu'on a pu lire tout ça. D'autres signes, ces dernières semaines semblaient montrer une évolution encourageante, et une disponibilité d'action plus grande dans le PS.

Certains disent qu'on peut aussi rapprocher tout cela du grand duel dans le PS: MAUROY ROCARD contre MITTERAND CERES

C'est un fait que, dans la région, le poids du CERES (Autain Natiez) et de ses alliés du moment (les ex-popérenistes, Andrieu et J.M. Ayrault) se fait sentir de façon plus accentuée dans la Fédération de Loire-Atlantique du PS.

C'est un fait, aussi bien que les deux chefs de file du courant "Mauroy", Alain Chenard, et Jean-Claude Rottier-Leroy, sont aussi les leaders du courant pro-nucléaire dans le PS. Et qu'ils sont critiqués, de plus en plus, sur différentes questions, dans leur propre parti Chenard, avec son voyage "neo colonialiste", avec les élus réactionnaires du Conseil Général, aux Antilles Françaises de l'ancien esclavage, est cartonné par le PC. Et pas seulement par le PC. Rottier Leroy, lui, l'homme des coulisses, et "la bourgeoisie dans le Parti", figurait jusqu'ici au sommaire de Ouest Unité: avec le titre de directeur politique. Son nom a maintenant disparu, de même que le nom de Naud, qui figurait comme "rédacteur en chef".

Alors, virage à gauche pour le PS de Loire-Atlantique? (ça nous changerait). Attendons pour confirmation dans la pratique. D'autant qu'au Pellerin même, la fièvre préfectorale monte, en prévision des municipales. Et que, sur la commune, ECO 44, PC, PS, dansent à trois un ballet difficile: dans le but de mettre sur pied une ou deux listes de candidats, et de casser le mot d'ordre de boycott, qui reste, plus que jamais, celui du Comité de Défense et du Conseil Municipal sortant.

J.-P. C.





la rapiere n° 2 : le pen avec routier.preuvost



CE JOURNAL EST TOTALEMENT APOURTIQUE JE VOUS EN DONNE MA PAROLE

Confirmation: c'est bien l'extrême droite, et très précisément le Front National de Jean-Marie LE PEN qui sort, sous un masque percé d'apolitisme, ce nouvel hebdomadaire nantais. En plus de J. HINGANT Directeur de la publication, et de Bonnemaison, cités la semaine dernière dans l'APL, nous apprenons que J.F. CHIAPPE, le producteur de télé, qui écrit dans la Rapière, n'est pas seulement catholique intégriste, et royaliste. Il est aussi représentant, au Comité Central du Front National, du courant royaliste.

Deuxième confirmation: l'ouverture est systématique en direction du courant social-démocrate. La semaine dernière, Alexandre Hebert, F.O., se vautrait dans les colonnes des amis de LE PEN. Cette semaine, en une, Routier Preuvost. Et l'éloge renouvelé - par l'extrême-droite - du socialisme à la François Blancho!

Troisième confirmation: La Rapière n'est pas seulement un journal médiocre, c'est nul. Pas une information originale, même les ragots sont plats.

Ca ne durera pas. Sauf s comme on nous le susurre, les Socio-Démocrates, et Jean-Joseph Regent, de la Chambre de Commerce, appuyaient le projet. Il n'est pas sûr que Jean-Joseph - plus prudent que Hebert - s'embarque dans cette galère. Quant à Chauval Jegou et cie... à voir...

D. B.

L'année dernière, le CRDP avait hébergé une exposition de l'EDF sur l'énergie. Son directeur avait refusé qu'une contre exposition réalisée par des antinucléaires lui succède dans les mêmes locaux. Cette année il annonçait dans les lycées une exposition sur le pétrole patronnée par la SHELL. Puis faisait savoir qu'elle était reportée. Entre temps, certains s'étaient réunis et avaient évoqué l'AMOCO-CADIZ et une action possible au CRDP.

Depuis quelques semaines, une association "Ouverte sur la vie" propose dans tous les CES et lycées des conférences sur l'énergie pour les élèves.

Mercredi dernier, le représentant parisien de cette association présentait son produit au CRDP. Il voulait montrer ce

energie scolaire

qu'il allait offrir aux élèves: une information objective, sérieuse, scientifique. Malheureusement pour lui, le jeune cadre très dynamique n'a eu que 9 invités officiels. Mais 50 invités non prévus l'ont obligé à expliquer clairement qu'il représentait et pourquoi il était là.

Il a jeté l'éponge au bout d'une heure. Il était remplacé par un représentant de la catégorie poids-lourds. Le directeur du CRDP qui ne réussit pas à justifier davantage la pro-

pagande à peine camouflée que l'EDF entreprenait dans les lycées et collèges de la région

- Un recueil des perles de BOULARD, Directeur du CRDP, et une présentation plus complète de l'association "Ouverture sur la Vie" dans le prochain numéro de l'APL.

Des profs du CEA (Comité des Enseignants Antinucléaires).

émancipez vous !

Jamais dans le secteur de l'Education nationale, le pouvoir n'a frappé aussi dur: le budget voté à l'Assemblée Nationale, la circulaire de rentrée (bulletin officiel de décembre) montrent que Beullac et le gouvernement Giscard-Barre sont décidés à supprimer des centaines de postes et de classes dans le primaire. Ils sont prêts à mettre à bas les acquis obtenus par les enseignants: formation dans les E.N., congés..., ils sont prêts à brader l'enseignement public.

Face à ces attaques les directions syndicales enseignantes n'ont comme seule perspective... la négociation. Que propose les directions du SNI comme objectif de mobilisation? Qu'est-ce que cela veut dire? C'est en janvier et février que les opérations de cartes scolaires sont effectuées...

Les enseignants refusent la division organisée par les directions syndicales, qu'elle soient U.I.D. comme le SNI,

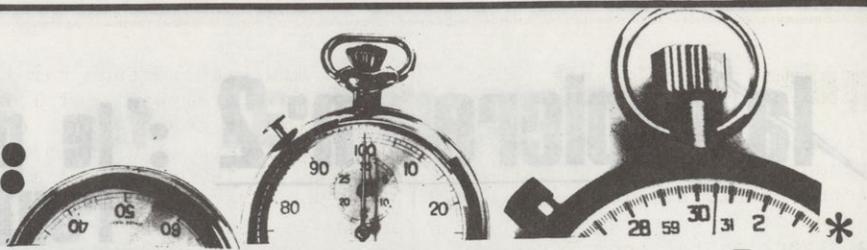
ou U et A (Unité et Action), comme dans le SNES, ils refusent les journées d'action alibi et les grèves de 24 h sans lendemain.

Dans cette situation, il est nécessaire que se développe une forte tendance oppositionnelle. Ecole Emancipée qui s'oppose à la politique de cogestion des directions syndicales enseignantes. Pour discuter des perspectives de l'E.E., pour discuter d'un projet de texte que nous proposons pour les élections au Conseil syndical, pour participer à la liste E. E., venez à la réunion,

MERCREDI, 7 février à 17 au Centre Social du Port Boyer, pour tout contact écrire à Loïc LE FUR

Ecole Bergson
NANTES

G.E.P. :



groupe des établissements pasquier ? groupe d'exploitation du personnel ?

plein essor

L'usine G.E.P. de Blain, (44) est une des 8 usines de groupe des établissements PASQUIER dont le siège et 60 % de l'activité sont à St Germain sur Moine, en Maine et Loire (49), à 25 Km de Cholet. Cette entreprise fabriquant des chaussures GEP et GEPY est assez importante puisqu'elle emploie plus de 1600 actifs et se classe dans les 20 premières entreprises française de chaussures (plus de 6 millions de paires en 1977, soit 3,7 % de la production, pantoufles exclues) née en 1907, elle a connu une croissance presque continue.

Actuellement l'entreprise GEP essaie de s'adapter à l'évolution capitaliste en investissant au Maroc (création de la Société GEPIMA avec 50 % de capital GEP) Pour produire plus facilement et à meilleur marché.

Un responsable avoue : "La main d'oeuvre marocaine est productive et peu coûteuse". Pensez donc, on la paie 1,50 F de l'heure. De plus GEP fait un effort très important dans le secteur commercial tant en France (32 représentants, vente de skates GEP magasins à enseigne GEP ouvrant ça et là, publicité à la télé) qu'à l'étranger (représentants, sociétés de distribution en RFA, aux USA, contacts en Asie et en Afrique).

Mais croissance, volonté expansionniste, investissements, supposent exploitation des travailleurs du Tiers Monde, on l'a déjà vu. Ils profitent aussi de la soumission et de l'exploitation des travailleurs français.

L'histoire arrivée à Melle X, ouvrière à Blain, le montre.

un dieu: le rendement

Melle X, jeune fille en chômage, comme beaucoup actuellement est embauchée à l'essai en février 77.

*(rayer la mention inutile)

pour 3 mois. Elle doit donner satisfaction car trois mois plus tard (juin 1977) on renouvelle son contrat, pour trois mois encore et cela par écrit. Au terme de ce dernier contrat, elle est acceptée définitivement par avis oral. Elle est affectée au secteur piqûres, celui qui paie le moins. A GEP, on est passé maître dans l'art d'opérer des divisions entre les salariés : tarifs différents suivant qu'on est au secteur piqûres, coupe, préparation, montage ou finissage. Sans parler bien sûr, des primes au rendement qualifiées primes d'activité.

Le rendement, voilà selon la direction, le problème de Melle X, officiellement à partir du décembre 77 (donc 10 mois après l'entrée dans l'usine et 3 mois après l'embauche définitive).

Il faut dire que depuis septembre on la change fréquemment de poste. A chaque fois que le rendement de vient meilleur (il faut s'adapter à chaque machine), on la change, on l'envoie remplacer une absente. La fatigue et la crise nerveuse arrivent. Melle X casse des aiguilles. Les contremaîtres : "Il faut accélérer, sinon, il va vous arriver des ennuis". Et c'est le début des convocations au bureau, des avertissements par lettre recommandée (5

en 10 mois) puis des mises à pied (1 jour en mars 78, 3 en mai). A chaque fois on lui reproche un rendement de 40 % au-dessous du niveau minimum de la catégorie "injustifiable et préjudiciable au bon fonctionnement de notre établissement". Dans une lettre de février on lui rappelle un avertissement du 26 septembre 77, soit 2 jours après l'emploi définitif.

pas de syndicat

Début septembre 1978, le rendement de l'ouvrière X remonte. Il est supérieur de quelques points au minimum. Tout à coup elle reçoit une lettre recommandée lui annonçant qu'elle aurait un entretien avec la direction (pour entrevoir un licenciement éventuel). Puis une seconde lettre arrive début octobre annonçant le licenciement et la date de l'entretien où ce dernier lui sera confirmé, car le rendement est toujours rendu volontairement insuffisant et l'ouvrière est un "mauvais sujet pour l'entreprise". Précisons qu'au début septembre, elle avait, un midi placé des tracts invitant à une réunion pour créer une section syndicale d'entreprise, et ce, sur les vitres des voitures des ouvriers et ouvrières stationnant sur le parking de l'usine.



quelles reactions?

L'ouvrière a réagi oralement à ces brimades, ces avertissements de licenciement. Et, lors de la mise à pied de 3 jours, elle a écrit à la direction (et pour information au maire de Blain et à l'Inspection du travail) la Direction rejette la réclamation. Les autres ne répondent pas.



UN PETIT PIFI
EN PLUS DE
45 SECONDES!
C'EST PLUS DE LA
CONTRE PERFORMANCE
C'EST DU SABOTAGE
MADÉMOISELLE

Et les 190 autres ouvrières et ouvriers ? La peur et l'individualisme les paralysaient. La peur du contremaître-chef devant le bureau duquel il faut passer pour aller aux toilettes et qui chronomètre vos absences. La peur des autres ouvriers : le mouchardage est fréquent et la division entre

travailleurs entretenue par la direction, paralysant est l'individualisme de ces ouvrières et ouvrières récents (l'usine n'a démarré qu'en 1970 à Blain) sans conscience de classe, sensibles au paternalisme (arbre de Noël maison, équipe de foot maison, publicité télévisée montée en épingle, comité d'entreprise bidon), encore marqués par la mentalité chrétienne ("bien faire son travail" donc pousser le rendement à bloc).

Alors on subit la loi de l'entreprise, on rattrape les coupures de courant par des heures normales, on travaille 40,43 ou 45 heures par semaine suivant les commandes, on est sensible aux remarques des monitrices et contremaîtres : "ça fait mauvais effet d'aller aux toilettes une heure après l'embauche, il faut aller plus tard" (pas le droit d'avoir la diarrhée, "mettez vos coudes sur la table pour aller plus vite

conclusions

1- un licenciement, en fait pour cause syndicale. L'ouvrière X ne touchera pas l'indemnité car elle travaille dans l'entreprise depuis moins de 2 ans.

2- Dans le secteur rural, le patronnant profite à fond de l'hé-

ritage sociologique de l'absence encore répandue de conscience de classe chez les ouvriers, et continue à y faire du profit à outrance tout en préparant l'avenir en investissant dans le Tiers Monde. Diviser pour régner n'a jamais été aussi vrai pour une activité comme le textile que la division internationale du travail tend à éliminer des pays industrialisés. Un gros travail de conscientisation syndicale reste à faire.

3- Le drame de Mellé X pose avec acuité le problème du travail à la chaîne dans les entreprises actuelles. Etre jeune, avoir son BEPC et même davantage, passer 8 à 9 heures par jour dans un bruit infernal et une soumission absolue aux règles du profit, être niée en tant que personne, subir les lois économiques n'est pas vivre vraiment. Et, pourtant la société dite moderne en oblige beaucoup à connaître cette situation.

NON, l'homme ne doit pas être au service de l'économie comme voudraient nous le faire croire ceux qui nous gouvernent et nous exploitent.

Quand les travailleurs prendront-ils le pouvoir pour mettre l'économie à leur service ?

Section locale C.F.D.T.

LES BUS , TROP A GAUCHE !

A LA ROCHE SUR YON :



A la Roche-sur-Yon, les chauffeurs de bus viennent de gagner une grève, après avoir en la désagréable surprise de découvrir un visage encore inconnu de leur nouvelle municipalité de "gauche".

Il faut d'abord dire qu'au printemps 78, les chauffeurs de bus de la Roche avaient obtenu la semaine en 5 jours, la réduction du temps de travail à 38 H 30 sans diminution de salaire et l'embauche de 3 chauffeurs, ceci après 2 jours de grève.

Pendant l'été 78, la combine des patrons a été d'isoler les chauffeurs des autres salariés de l'entreprise en créant une nouvelle société : la SETUY. Division qui pour les chauffeurs entraînait la suppression des C.E. et des délégués syndicaux la nouvelle société ayant moins de 50 salariés. Une nouvelle en décembre : 10 jours et 10 nuits avec occupation des bus, pour un rattrapage sur la convention collective et l'amélioration des conditions de circulation.

Municipalité avec les patrons ?

En toute confiance, les grévistes ont demandé le soutien des élus. Bien mal leur en a pris. La municipalité, sous prétexte de non-ingérence entre patrons et salariés n'a d'abord pas voulu prendre position sur les revendications. Puis, au cours d'une conférence de presse, elle les a qualifiées d'injustes, mettant en cause le bon sens des travailleurs, positions réaffirmées au Conseil Municipal du 20 décembre 1978.

Le jeudi 22, cette même municipalité préparait un redémarrage des bus avec des non-grévistes. Malheureusement pour eux, c'est ce jour que la grève se terminait. En fait, au nom de la défense du service public et des intérêts des usagers, la municipalité n'accepte pas la remise en cause de sa gestion municipale. Sur son terrain, on est intraitable, alors qu'en même temps, on se rend à Nantes avec les élus de St Nazaire pour protester contre

la violence policière. Un coup à droite chez soi, un coup à "gauche" ailleurs ?

Toujours est-il que les conducteurs de bus ont gagné (application intégrale de la convention collective, embauche d'un 40e chauffeur, 13e mois échelonné sur 2 ans). Mais l'épine dans le pied de la municipalité lui a fait bien du mal.

Paul K.

Monsieur Quintard, responsable éminent du PCF vendéen, s'occupe en partie des abattoirs de la Roche. Lors d'une récente réunion du conseil municipal, il a justifié l'introduction de la pointeuse aux abattoirs.

Pensez donc ! Avec la souplesse des horaires, 5 minutes le matin ou le soir, multipliées par 40 salariés, cela fait 200 minutes par jour... Ce même élu en avait déjà appelé au bon sens des conducteurs de bus.

Ont voté pour l'installation d'une pointeuse : le PCF et le PS. Seul le PSU a voté contre. Merci.

avortement en sursis

Avez-vous remarqué ces auto-collants qui pullulent et empestent partout les murs, les parcmètres et sur tous les poteaux électriques de Nantes? En tous cas, pour ne pas les voir, il faudrait fermer les yeux très fort: il y en a tous les dix mètres et ils se multiplient à une vitesse vertigineuse; un d'arraché et dix de recollés. Félicitations aux colleurs, ils sont organisés.

Sur ces petits bouts de papier, on peut lire:

"avorter, c'est tuer"!

ou bien encore "législation de l'avortement, législation du crime".

Les organisateurs de cette méchante plaisanterie ne sont pas fous: ils savent pertinemment que la loi Weil est une loi "à l'essai", c'est à dire qu'elle doit être revotée à l'Assemblée dans 1 an. Et même si avec un peu de chance, elle existait encore l'année prochaine, il ne faut pas se faire d'illusions et espérer des améliorations dans les conditions actuellement malsaines de l'I.V.G. Toutes ces têtes bien-pensantes sont là pour y veiller! Sauf... sauf si quelques-uns d'entre nous décident du contraire... Il faut savoir que c'est une loi qui a mis un temps fou à voir le jour et en-

core... Entre le projet que des femmes avaient soumis à l'Assemblée et la loi actuelle mise en application sous un tas de réserves, il y a un monde, un monde de contraintes et de propositions pas très belles: l'avortement n'est pas remboursé, il faut payer entre 400 et 800 F. Et il faut qu'il soit fait avant dix semaines de gestation. Payer n'est pas encore le plus terrible.

Avant, il faut trouver un établissement hospitalier qui daigne accueillir la femme qui veut avorter et pour cela, il faut que le directeur accepte que des I.V.G. soient effectués dans son établissement. Il faut aussi passer devant une assistante sociale ou une psychologue qui vous dira de réfléchir pendant une semaine avant de prendre la décision. Tout un tas de pressions sont exercées; entre autres, on vous proposera de continuer votre grossesse en vous assurant que d'autres se chargeront de l'enfant... en le plaçant dans un centre à sa naissance. Que voulez-vous! Le sécurité sociale, l'armée, l'industrie ont besoin de nouveaux petits! Alors on n'y va pas par quatre chemins. Pour ce qui est de leurs conditions de vie, on s'en fiche.

Ce que l'on veut, c'est qu'ils existent pour qu'ils payent votre retraite à 60 ans, qu'ils remplissent les rangs de nouveaux petits soldats et qu'ils travaillent à de nouvelles bombes atomiques...

Cette loi n'est pas arrivée en France, seulement en faisant de belles prières; il a fallu que des gens se remuent et exercent pendant longtemps, beaucoup de pressions. Notre intérêt n'est pas de perdre ce que d'autres et nous-mêmes avons si difficilement obtenu.

La semaine prochaine, dans ce même journal, une tribune libre sera consacrée à toutes les idées que vous, nous, moi, aurons envie d'écrire pour essayer de réagir contre cette publicité mensongère et sournoise affichée aujourd'hui dans Nantes. Ces idées pourront nous aider pour une réunion qui est prévue le vendredi 16 février en vue d'organiser un petit quelque chose pour que cette loi continue à exister et soit améliorée.

Le lieu de la réunion n'est pas encore fixé. Il le sera bientôt et sera inscrit dans ce journal. Si il y en a des qui se sentent l'envie de faire une petite affiche que l'on collerait dans la ville pour prévenir de cette réunion, ils peuvent contacter Sylvie Roche ou APL: même adresse: 26, Bd. R. Schumann, Nantes.

Sylvie

que faire

Nous sommes plusieurs femmes de Nantes à avoir participé au week-end national du Mouvement des femmes les 13 et 14 janvier à Paris. Ce regroupement avait pour but d'essayer de poser les bases d'une campagne nationale avortement contraception: quelle mobilisation des femmes, quels axes pour la campagne? Beaucoup de débats autour des thèmes de

gratuité ou remboursement, connaissance du corps, sexualité. Il en est ressorti une plateforme qui doit être discutée localement: un instrument pour nos luttes d'ici 1980.

Et sur Nantes comment prendre en charge cette lutte?

Une journée du Mouvement de Femmes pourrait permettre d'en



UNE PAGE DE COMIX PRESENTÉE PAR :

IRRESPONSAB' STUDIOS

LES DECORS
SONT DE
ROGÉHARTE

JEFF JOBART LE FAMEUX DETECTIVE

RESUMÉ : JEFF JOBART A ÉTÉ CHARGÉ PAR SON MYSTÉRIEUX CLIENT, LE CERVEAU À PISTON ROTATIF, DE RETROUVER HELMUT CHABICHOU LE SAVANT NUCLÉAIRE FELON, TRAITRE ET RENÉGAT QUI A FUIT AVEC SES FORMULES SECRÈTES



JE CROIS QU'IL A FUIT DANS LES MONTAGNES POUR ÉLEVER DES CHÈVRES



ET RAPPELÉZ VOUS ! NE CHERCHEZ JAMAIS À VOIR MON VISAGE

MAINTENANT DISPARAISSEZ ! MES HOMMES VONT VOUS RACCOMPAGNER JUSQU'À VOTRE JUVA 4



NOTRE HÉROS INTÉPIDE PARVIENDRA-T-IL À MENER À BIEN CETTE NOUVELLE MISSION ? FIN DU 1^{ER} ÉPISODE

A SUIVRE

L'IGNOBLE MACHINATION



ET CE FIL À QUOI DIABLE PEUT IL SERVIR ?

une nouvelle aventure de l'inspecteur Dumoux Tortaloff Junior



SCHLAPDUM!



AAARGH... UN PIÈGE!



POURQUOI MOI ? JE SUIS UN CHIC TYPE !... TOUT LE MONDE M'AIME, AU COMMISSARIAT CENTRAL... CES ÉCOLOGISTES SONT VRAIMENT DES MONSTRES DÉMONIAQUES

Pschhhhhhh

JOE PRATINE le dealer politique



TROP C'EST TROP L'UN DE NOUS EST DÉ TROP ICI



IL FAUT QUE J'ÉLIMINE LE PRÉSIDENT TROTSKO CELUI QUI MARCHE SUR L'EAU !



A MOINS QUE JE TROUVE UN DERIVATIF...

MOUAI ! MAIS LE BŒUF MODE CAROTTES C'EST PAS VRAIMENT MON TRIP !...



A SUIVRE

Courtefroche et Gachetaron



M'ENNIN CHÉRIE ON NE PEUT PAS...



...S'AIMER, COMME ÇA SOUS LES YEUX DES LECTEURS ! COMME DES BÊTES !



... À UNE HEURE OÙ LES PETITS NE SONT PAS ENCORE COUCHÉS



ET BIEN SOIT !

PUISQUE TU ME DESIRÉS SI PEU JE VAIS ALLER IMMERGER MON CORPS DANS LES EAUX CHAUDES QU'ÉVACUE LA CENTRALE NUCLÉAIRE AU BOUT DE LA RUE

ADIEU MONDE INGRAT !

A SUIVRE

RENOVATION DU
QUARTIER GARE:

2° LA « MANU » bouffées d'histoire

1972- La SEITA quitte la vieille Manu pour aller s'installer sur la zone de Carquefou. Au terme d'un bail à 99 ans, bâtiments et terrain reviennent à la Mairie pour un franc symbolique.

Se pose aujourd'hui le problème de l'utilisation de ces 19000 M2 de plancher. Les élus gambertent, s'affrontent autour de trois projets. Démolition, rénovation réhabilitation ? Les habitants de quartier aimeraient, comme pour le secteur Richebourg, être un peu plus étroitement associés à la décision. Fonctionnement conflictuel de la démocratie locale...

Et puis, la Manu ce n'est pas que des salles à réoccuper, un terrain à réinvestir Parfum de tabac, bouffées d'histoire. Un siècle de mémoire ouvrière et industriel le nantaise. C'est aussi la nostalgie de ceux qui y travaillaient. Comme toutes les nostalgies : une réalité embellie, oublieuse du négatif : le travail d'usine.

La Manu aujourd'hui : un lieu irréel, presque angoissant. Une succession de salles identiques, charpentes et colonnettes métalliques. A s'y perdre... Plus de machine, à part trois énormes fours (torréfateurs ou salle de chauffe ?) Seuls vestiges d'une activité humaine, quelques affichettes "sécurité et hygiène de travail". Paradoxales d'ailleurs : " DANGER NE FUMEZ PAS".

Partout, mais surtout dans les greniers, une odeur prenante de tabac brun : la nicotine a imprégné les poutres, les planchers sont encore couverts de la précieuse poudre. Une dizaine de bâtiments reliés par des passerelles aériennes.

Toujours le vide. Et puis, on soulève une lourde bâche de toile et l'univers bascule. Des décors de théâtre : bustes de plâtres, architectures de contre-plaqué, tentures, pacotille. Des théories de sièges de cinéma : skaï rouge rembourré de crin et numéros blancs au pochoir. Bruits, activité : un grand hangar, atelier où se fabriquent les chars de la Mi-Carême. Armatures de grillage, collages de vieux journaux et de papiers d'emballage. Des animaux étranges : gigantesques autruches clowns grimaçants couleur papierkraft.

On s'affaire autour de bizarres braseros... L'ouvrier qui me guide m'entraîne ensuite dans les sous sols, fléchage et inscriptions, peinture à peine écaillée : "BOMBARDEMENT VERS ABRIS".

" Tu sais, il y a un étang souterrain sous la Manu... Les anciens racontent que pendant la guerre, on y a coulé des armes pour la Résistance. Elles arrivaient planquées dans les balles de tabac par la voie ferrée qui relie la Manu à la gare d'Orléans"



Elles dorment là dans leurs caissons plombés, prêtes à réserver.

Bouffées d'histoire... Envie d'en savoir plus : l'histoire de cette grande bâtisse, ce qu'on y fabriquait, comment on y vivait...

C'est en 1857 que se décide la construction de la "Manufacture Impériale des Tabacs de Nantes" Architecture industrielle directement calquée sur celle des casernes : l'Empire de Badinguet et son administration des tabacs étendaient leur monopole.

Le modèle militaire devait régler le comportement des ouvriers des manufactures. La Loire-Inférieure manquait de tabac ; et d'emplois.. La Ville de Nantes accorde des facilités importantes à l'Etat pour cette implantation. C'est elle qui achète le terrain, 2 ha et 36 ares au lieu-dit "le Pré du Pont-Château" pour la somme de 95000 F. Non seulement elle cède par contrat ce terrain à l'état, mais c'est elle qui débrouillera

les problèmes d'échange de parcelles pour obtenir un terrain régulier, et qui participera pour moitié aux frais de remblayage rendus nécessaires par les fréquentes crues de la Loire.

Plus de trois ans seront nécessaires pour achever le martial édifice, deux ateliers provisoires assurant l'intérim, l'un quai Magellan, l'autre dans un ancien couvent. En mai 1864 l'ensemble du personnel se retrouve dans les locaux définitifs. Ces effectifs ne cessent de grimper : on approche rapidement les 900 ouvrières et ouvriers.

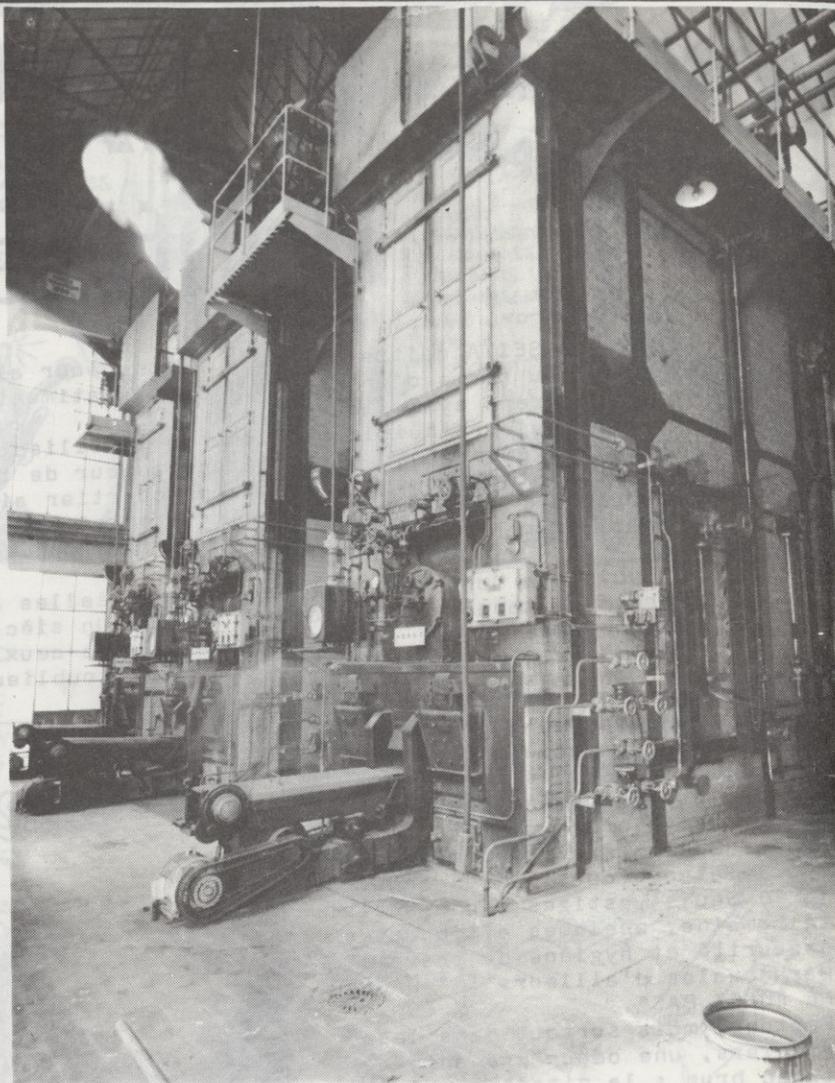
Les années 70 : stagnation des forces productives dans la Basse-Loire.

Alors que les chantiers de St Nazaire sont envahis par les herbes folles, qu'à Nantes, Basse Indre et Couëron, la construction navale, la mécanique, les forges, fonderies et raffineries se maintiennent fragilement avec de fortes poussées de chômage, la Manu connaît une vive extension. Le personnel, à forte proportion féminine (les "cigarières"), passe de 950 en 1871 à 1500 en 1875 et 1800 en 1880 (une centaine d'hommes et 1700 femmes).

Avec la mécanisation, les effectifs ne cessent ensuite de décroître.

1250 à la veille de la guerre de 14, 1150 dans les années 25, moins de 900 en 1934.

C'est sur la main-d'oeuvre féminine que s'effectueront les compressions, le chiffre des ouvriers restant assez stable - La régie aujourd'hui, n'emploie plus guère que 420 personnes.



caporal en vadrouille

Le long itinéraire de l'herbe à Nicot du temps de la vieille Manu. Au bout du voyage, vingt clopes sagement rangées dans un paquet bleu : "troupes" ou "gauloises"... Les balles de tabac réceptionnées étaient stockées au rez-de-chaussée selon leur provenance : Orient, Dordogne, Aveyron, etc... pour être ensuite dosées et mélangées. Première opération : le déliennage. On extrayait des balles les "manoques", bouquets de 10 à 12 feuilles de tabac, maintenues par un lien, soit une feuille de tabac, soit du raphia ou de la ficelle qu'il fallait faire sauter.

Le tabac était ensuite mouillé : passage des feuilles étalées sur un tapis de caoutchouc sous des "pleureux" débitant de minces filets d'une eau tiède et légèrement salée. La "mouillade" assouplissait les feuilles sans dissoudre l'arôme. Le tabac

était ensuite haché, puis torréfié dans de gros cylindres chauffés du coke ou au mazout dans lequel une circulation d'air assurait le séchage.

Torréfaction analogue à celle du café : légère carbonisation donnant au scaferlati ou caporal leur goût particulier. Le tabac était ensuite monté jusqu'aux greniers de la manufacture, soit par pressage entre deux tapis verticaux, soit par aspiration dans des conduites pneumatiques assurant son refroidissement et son dépoussiérage. Il séjournait plus de 20 jours dans les greniers en gros tas, les "masses" couverts d'une bâche. Le taux d'humidité s'uniformisait en même temps que se créait un début de fermentation donnant au tabac un goût agréable.

Il redescendait ensuite dans des goulottes vers les différents ateliers.

Roulage des cigarettes et empaquetage terminaient le cycle. Mécanisation et modernisation à l'usine de Carquefou ont considérablement raccourci ce voyage : temps peut être gagné au détriment du goût...

" Aujourd'hui, raconte un ouvrier, le tabac est mouillé dans des cloches à vide fermées hermétiquement : on envoie un jet de vapeur qui perce littéralement les masses de tabac. On peut comme ça mouiller 7 ou 8 balles de tabac en même temps à l'eau ordinaire. Je suppose que si on mouillait autrefois à l'eau salée, il y avait bien une raison : ça devait développer l'arôme.. Et puis, à Carquefou, on ne s'encombre plus de laisser reposer le tabac. Je me rappelle à la Manu, quand on montait dans les greniers, il y avait 20 ou 25 tonnes de scaferlati qui restaient là pendant 28 jours... Ça dégageait un de ces parfums... C'est plus pareil".

les nostalgiques du «café de la manu»

Le "Café de la Manu", un vieux bistro à double entrée : rue de Manille, et rue de Coulmiers.

Il a bien sûr changé de clientèle depuis le départ de la régie : à la débauche de 6 H, il s'emplissait en quelques instants et se vidait tout aussi vite une demi-heure plus tard.

"Aussi bien les femmes que les hommes" raconte la patronne.

Aujourd'hui, on n'y trouve plus guère que des ha-

bitués du quartier, employés de la papeterie Kerharo, routiers qui

s'arrêtent le soir, et des militaires...Quelques ouvriers de la Manu "déportés" à Carquefou y viennent encore. Celui que j'ai vu fait chaque soir l'étape de cinq heures moins vingt : mi-chemin entre la nouvelle usine et son habitation, à Chantenay. Comme bien d'autres, il regrette l'ancienne manufacture.

C'est également ce que me raconte une retraitée du quartier :

"A la Manu, bien sûr, il y avait la tension et le bruit. C'était dur, mais quand une machine était bien lancée, on pouvait causer entre nous. Impossible de m'adapter à la nouvelle usine. Je n'ai pas tenu deux ans : dès que j'ai pu je me suis mise à la retraite anticipée".

" Ici, on était dans un quartier. On s'est retrouvé sur la zone, en face du champ de manoeuvres de l'armée, entre la CPIO et l'entreprise Coignet de béton précontraint. La nouvelle usine, c'est un énorme hangar en rez-de-chaussée : 480 m de long sur 160 de large parpaings et charpentes métalliques. Une atmosphère complètement artificielle : un "bloc khaus".

"A Carquefou, on n'a même plus le temps de discuter : les machines tournent trop vite. Dans le temps, il y avait deux personnes pour une machine : une conductrice et une ramasseuse. Aujourd'hui, une seule femme s'occupe de trois machines."

LA SEMAINE PROCHAINE :
3° EPISODE...

- LA MANU DEMAIN :
Beaubourg nantais ou
petite Beaujoire ?
- ASSOCIATION DU QUARTIER
GARE :
Quelle association
pour quelle concertation ?
R.B.

Air conditionné et éclairage au néon : pas de fenêtres.

"Au début, on était gênés par l'air pour quand on sortait le soir. Le contrôleur du travail s'est aperçu que ça augmentait les risques de maladies. Toute la journée au néon les yeux en prennent un coup : le plus dur, c'est de ne pas savoir quel temps il fait dehors. Et encore, je suis privilégié : je suis à la réception des marchandises.

Quand les camions débarquent, j'arrive un peu à voir l'extérieur. On regrette tous la "Manu". Au moins on voyait clair ; Et puis, aux beaux jours, on ouvrait les fenêtres.

"Quand je suis arrivé à Carquefou, un supérieur m'a demandé ce que je pensais des nouveaux locaux. Il a été pas mal déçu. Je lui ai dit que ça me rappelait les six mois que j'avais passé en usine souterraine dans la Sarre en 1940.

Un camion bâché était venu nous prendre de nuit au camp de prisonnier et nous avait débarqués au beau milieu d'un tunnel. Pendant six mois, on a creusé. Et le camion est venu nous reprendre.

Nous n'avons jamais su où et pourquoi nous avions travaillé



F.D.S.E.A. : «priorite a nos poulains!»

Le 8 janvier la SAFER attribue une ferme de 16 hectares à un jeune pour s'installer paysan à Bouvron. Une histoire banale si ce n'était pas l'aboutissement d'une lutte de quatre mois menée contre certains "syndicalistes" de la FDSEA de cette commune qui avait d'autres soucis que de voir un paysan s'installer.

L'affaire commence au mois d'août, le syndicat local FDSEA de Bouvron doit donner un avis sur les candidats pour l'achat d'une ferme qui appartient à la SAFER. Trois candidats sont présents, deux pour la totalité (22 Ha) ; le troisième pour une partie.

Courant Août, un des candidats se fait connaître auprès des paysans du coin. Il rencontre les Paysans Travailleurs et les responsables du syndicat local FDSEA. On lui dit que cette ferme était réservée pour l'installation d'un jeune et qu'avant de donner un avis sur les candidatures le syndicat rencontrerait les intéressés qui auront pris contact avec lui. Fin Août tout change le syndicat local FDSEA ne tient plus à rencontrer les candidats et "Démocratiquement" décide à quatre de demander à la SAFER de reporter d'un mois sa décision, dans le but d'étudier et de régler globalement tous les problèmes fonciers qui existent dans le quartier.

Rien de très grave s'il n'était pas déjà question de démanteler cette ferme au profit des paysans "syndicalistes" du quartier.

Les Paysans Travailleurs de Bouvron qui suivent l'affaire en contact avec un candidat provoquent une réunion avec le Syndicat Local. Au cours de cette réunion les vraies raisons de la demande de report commencent à apparaître ! Sur les trois candidats les deux pour la totalité peuvent être retenus. Un seul s'est fait connaître il a déjà été candidat plusieurs fois à la SAFER.

S'il devait être propriétaire il ne correspondait pas au "type" de paysan que veulent installer les grands responsables du coin.

"Il fait un boulot de technicien agricole, sa femme travaille comme instit' il n'a pas sa carte au P.S. et entretient de bonnes relations avec les Paysans Travailleurs".

Trop de choses ou pas assez pour pouvoir être Paysan à Bouvron. Il lui sera reproché d'être un cumulard car sa femme bosse en dehors de l'exploitation. Il est technicien il n'a qu'à y rester ; comment pourraient-ils

"Ces responsables" accepter qu'un jeune s'installe sans partager leur idéologie (P.S., C.M.R.). Il est invoqué à cette première réunion le problème Foncier que connaissent certains (des leurs) paysans dans le coin car ils ont perdu une certaine surface suite à une décision de justice au profit du propriétaire, et un jeune installé en GAEC avec son père doit retrouver la surface minimum d'installation (2 x 20 Hectares).

Les Paysans Travailleurs reconnaissent le cas du jeune en GAEC et propose des solutions que les autres refuseront de discuter Fin Août (mais qu'ils reprendront à leur compte Fin Décembre).

La SAFER début Septembre reportera sa décision au 9 Octobre ce mois de délai devait permettre de régler tous les problèmes.

En fait il servira à faire un projet de démantèlement entre les paysans du syndicat (charité bien ordonnée) se retrouvant donc avec quelques Hectares chacun en plus et seraient débarasser de ce candidat gênant (l'autre candidat ayant trouvé une autre ferme s'est retiré entre temps).

Le projet de démantèlement ne pourra être retenu par la SAFER car il a été présenté après le délai légal de candidature. C'est pourquoi trois mois plus tard certains diront qu'il n'a jamais existé.

Malgré tout la SAFER le 9 Octobre propose l'attribution de 14 Hectares au candidat restant. Le Syndicat FDSEA demandait un nouveau report de trois mois.

La confusion suivra après le 9 Octobre, certain considérant que la proposition de la SAFER était plutôt une décision et pour d'autres tout était à refaire.

Il en suivra donc de nouvelles réunions et propositions de la part des Paysans Travailleurs que les "grands responsables locaux FDSEA" ne discuteront pas.

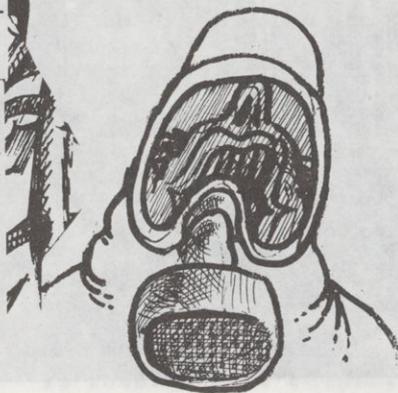
La SAFER attendra le 8 Janvier pour transformer sa proposition en décision. Cette décision sera prise à partir des propositions des Paysans Travailleurs le syndicat local FDSEA à fini par accepter le point de vue des P.T.

Cette lutte montre donc que l'installation d'un paysan quand il ne reprend pas l'exploitation familiale ou ne s'impose pas par le fric est pratiquement impossible. Les agriculteurs en place dans la presque totalité ne veulent pas de nouveaux paysans mais préfèrent agrandir leur exploitation en se partageant les terres disponibles

Cette attitude est aussi celle de syndicalistes engagés (P.S. C.M.R) qui tiennent un discours à l'extérieur (dans les réunions les journaux etc...) opposé à leur comportement dans cette affaire.

Paysans Travailleurs de Bouvron.

Marcel Saupin peint



Un marquage indélicat du terrain a-t-il influé sur l'issue de la rencontre? Pourtant, les jaunes et les verts ont gambadé allègrement sur un gazon vert et blanc, ce qui constituait, vous en conviendrez, une véritable féerie de couleurs. Samedi 27, la rencontre Nantes St Etienne, une tribune de choix utilisée par des antinucléaires pour répondre à l'EDF, en peignant "NON AU NUCLEAIRE!" sur la pelouse du stade. "De grandes lettres qui couvrent la moitié du terrain" nous a dit le gardien au téléphone. Bilan: un spot publicitaire de plus de 2 heures pour 28000 personnes en direct (et combien en différé, à la télé?)...



Dans l'APL. numéro 59 nous avons été attaqués par un article "Joué sur Erdre, Fondue aux chandelles" au sujet d'un soit disant "cumul". Dans le tissu d'erreurs énoncé dans l'article pré-cité nous tenons à préciser que :

la surface exploitée est de 25 Ha au lieu de 26 Ha.

que en moyenne durant l'année 78, nous avons exploité au max. 25 truies au lieu des 40 annoncées (référence : gestion technique I.T.P.).

que Dominique était à son compte avant de connaître l'existence de ses beaux-parents et que ceux-ci ne pouvaient donc lui refuser une installation en commun.

Sur le paragraphe intitulé "comédie en 3 actes" de l'article sus-nommé, nous tenons à préciser que la réception ne fut que l'égale réplique de la manière dont ils se sont invités...et toc!...

Bref nous ne voulons pas fatiguer le lecteur avec tous les démentis que nous pourrions apporter, mais nous tenons à signaler que :

Maurice passe de 49 à 55 Ha sans que son frère Jean, paysan travailleur bien connu, ne semble l'inquiéter outre mesure.

que Gérard H., autre paysan travailleur, affirme ne pas changer d'opinion jusqu'au(x) restant(s) de ses jours ; bien malin qui peut être aussi affirmatif ! Pour notre part nous nous refusons à nous engager pour les années futures. Actuellement si les 9 Ha étaient utiles pour la reprise de l'exploitation nous les laisserions.

En conclusion nous nous étonnons que les P.T. puissent sur le problème des équivalences* être aussi formalistes.

En effet, selon les normes officielles nous arrivons tout juste à 40 Ha - 25 Ha de terres + 25 truies + les 9 Ha contestés.

Mais nous espérons que les P.T. ont dépassé le problème des équivalences et qu'ils comprennent que 34 Ha de céréales qui nourrissent en partie 25 truies et l'engraissement rapportent moins que 25 vaches à lait sur 34Ha.

Un mot d'ordre progressiste : "A Bas les équivalences, comparons nos comptabilités"...

* équivalence :
production porc hors sol
2,5 truies = 1 Ha
donc 35 Ha + 30 truies =
35 + 7 = 42 Ha

production bovine
1 vache = 0 Ha
35 Ha + 30 vaches = 35 Ha

abattement des 12,5 premières truies.

Dominique et Thérèse.

AMIS DE LA TERRE

Les AMIS DE LA TERRE de Nantes (Ecologie 44) protestent énergiquement contre les nouvelles mesures visant à dissuader d'utiliser le train par

- les récentes hausses de tarifs (toujours supérieures à celles de l'essence...)
- l'annonce de nouvelles augmentations
- des perspectives de réduction du service (lignes et arrêts à supprimer)
- l'insuffisance du personnel qui rend ce service plus irrégulier et aléatoire (cf. la dernière vague de froid).



Contrairement à ce qu'affirme Mr. Le Theule, Ministre des Transports, seul le chemin de fer est en mesure d'assurer les économies d'énergie et la sécurité qu'on est en droit d'attendre d'un service public.

Face aux projets du gouvernement, le groupe nantais des Amis de la Terre souhaite que les cheminots, les usagers, les partis et associations se rassemblent pour assurer la défense et l'extension de ce service public du transport (si possible par des moyens n'en perturbant pas le fonctionnement).

AMIS DE LA TERRE
(Ecologie 44)
32, Quai Malakoff
44000 - NANTES



LE NU ET LE VETU...

Au mois d'août, sur la place des Jaunais, à St. Marc fréquentée par des naturistes, une plainte fut déposée et l'intervention des gendarmes a inculpé 22 personnes qui passent en procès pour "outrages à la pudeur" le 16 février

Un Comité de Soutien s'est

créé à St. Nazaire, et à la dernière réunion fut décidée une défense collective par Me. Tinière, qui aurait pour but entre autre, de permettre une tribune expliquant, que l'on peut se mettre sur une plage sans caractère de provocation.

A cette réunion, fut également discuté quel type de soutien et politique a financer.

Une réunion débat sur le thème "Le nu et vêtement" aura lieu le 6 février en présence d'un prof de Paris, Decou, ayant préparé une thèse la dessus, ainsi qu'un gala de soutien (financier!) aura lieu vers cette période. La date restant à fixer. Le lieu sera St. Nazaire.



GAMIN



Le Collectif anti-gamin composé de la CSF, CSCV, SMG, (Syndicat de la Médecine Générale), Syndicats: Santé, Interco Step et Sgen de la CFTD, CNTS, Culture et Liberté, l'ICEM (péd. freinet) a organisé une conférence de presse le jeudi 10 janvier pour faire le point de ces dernières actions et rappeler ses objectifs.

Il est intervenu près du Conseil Général au moment du vote du budget de la DDASS et plus particulièrement du secteur informatisé de la DDASS. Les Collectifs de Nantes et St. Nazaire sont allés voir des Conseillers Généraux pour leur demander d'engager un débat sur les dangers de l'utilisation de la gestion automatisée de la médecine infantile. Ils ont adressé une lettre pour leur préciser la nature des dangers sur lesquels ils voudraient mettre en garde les populations.

- Gamin première pierre du fichage généralisé (fiche de PMI, dossier scolaire, ANPE, banque - Safari)

- Gamin contrôle des certaines classes sociales, les classes défavorisées sans apporter aucun moyen de résoudre les problèmes (chômeurs, mère célibataires, O. S., ouvrier agricole, immigrés,...) les réduisant à un rôle d'assistés sociaux.

- Gamin contrôle des travailleurs sociaux, renforcement de la hiérarchie

- Gamin atteinte aux libertés individuelles. On fiche les enfants et les parents. Informatisation des données sans aucune garantie en particulier face à la banalisation des fiches.

- Gamin permettrait de gérer la pénurie et on risque d'aboutir pour la suite des visites "médicales obligatoires" à un tri des enfants selon les critères "à risque" pour pallier au manque de médecins scolaires.

- Gamin donnera une image de l'enfant classé à risque, image de l'enfant qui ne fera que renforcer la sélection scolaire. On conditionne les parents à la situation d'échec dès la naissance. En faisant croire en plus que c'est un problème d'individu et non de classes sociales.

Le Conseil Général interpellé par des conseillers généraux médecins a repoussé le vote du budget et a créé une commission ad hoc pour enquêter sur gamin dans le département.

Le Collectif se propose de rencontrer les membres de cette commission.

Par ailleurs, le montage audio-visuel réalisé par interco et sante de la CFTD continue de circuler à la demande dans les quartiers, sections syndicales et autres départements.

Au cours de réunions sur le thème du fichage nous avons pu constater que tous les départements bretons étaient au moins sensibilisés au problème ce qui permettrait d'envisager un rassemblement régional puis éventuellement national.

Nous sommes conscients que pour faire aboutir notre revendication: la suppression du Gamin, elle doit être portée nationale dans chaque organisation, c'est pour cela que chacun de nous va s'efforcer de continuer à faire porter par les diverses structures la lutte contre Gamin.

Le Collectif continue à intervenir à la demande pour les informations et dans ce cadre il organise la revue de film "Alertez les Bébés" au cinéma Katorza du 28 février au 6 mars ainsi que des débats avec une militante CSF et un psychologue ayant participé à la réalisation du film.

Il y aura des possibilités de projection supplémentaires en dehors des séances pour des groupes à des tarifs plus intéressants.

Pour tout contact avec le Collectif de Nantes écrire au

Syndicat Sante CFTD
37, rue Lamoricière
44049 - NANTES Cédex

NOTE DE L'ACLA

Implantée depuis trois ans dans le département, l'ACLA est connue d'un public de plus en plus large. Les permanences du samedi matin à Nantes connaissent une grande affluence (malgré l'exiguïté du local).

Un journal trimestriel "Cosom'Action 44", des réunions publiques, et la réalisation d'émissions télévisées. En réalisant des enquêtes sur les prix, en émettant des propositions en matière d'urbanisme, de cadre de vie, l'ACLA s'est

fait le porte parole des préoccupations des consommateurs de notre région.

Par ailleurs, l'Union Fédérale des Consommateurs dont nous faisons partie est bien connue: par ses publications ("Que Choisir" en particulier), pour ses actions dont toute la presse se s'est fait l'écho (colorants, amiante, plages, aérosols, etc.)

Une modification de nom de notre association permettait

de rendre plus évidente notre appartenance à l'UFC. C'est pourquoi au cours de l'Assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 1978, l'Association des Consommateurs de Loire-Atlantique est devenue Union des Consommateurs de L. A. soit UC 44 UFC.



OBJECTION...



Procès d'un objecteur de conscience.

Le 1er Février, à 14 heures, le tribunal de grande instance des Sables d'Olonne jugera Louis-Marie Paquier, objecteur de conscience. Ce dernier avait obtenu son statut d'objecteur en 1975.

Mais il n'avait pas alors rejoint son affectation à l'office National des Forêts.

Pour effectuer un service national d'intérêt général il a travaillé pendant 16 mois comme éducateur stagiaire bénévole auprès de jeunes enfants, aux Sables.

Pour le soutien écrire à :
Monsieur le Président du tribunal de grande instance
audience du 1er février.
851000 Les Sables d'Olonne.

REFUSER L'ARMEE... POURQUOI ?

Parce que la Force de dissuasion entraîne :

-un DESEQUILIBRE ECOLOGIQUE

- .essais nucléaires en Polynésie
- .extension inutile des camps militaires et gaspillage des terres (LARZAC, FONTEVRAUD...)

-un DESEQUILIBRE BUDGETAIRE

- .20 % du budget pour l'Armée, en France. Et, pour la Santé ? les handicapés ? La recherche médicale, l'Education ??????????
- .nécessité de vente d'armes dans le monde entier pour équilibrer le budget, accentuant les risques de conflit sur la Planète..

REFUSER L'OFFICE NATIONAL des FORETS (O.N.F.)...POURQUOI ?

- l'affectation autoritaire à l'ONF (décret de Brégançon) isole l'objecteur, traduit une volonté d'embrigadement para-militaire (suppression des droits politiques, syndicaux, atteinte à la liberté de réunion et d'expression)

- l'O.N.F. entreprise industrielle et commerciale bénéficie ainsi d'une main-d'oeuvre gratuite prenant la place d'autres travailleurs... leurs...

ELECTROCHOC ROCK

ELECTROCHOC A LA MJC DE REZE SAINT HERBLAIN -

Un concert de rock à la Maison des Jeunes et de la Culture de Saint Herblain le vendredi 2 février - ELECTROCHOC.

Leur rock dur et chaleureux, cela fait deux ans qu'il le joue. Electrochoc est l'un des rares groupes français à avoir choisi de chanter dans leur langue et d'être dans la lignée des plus grands chanteurs tels que, Little Bob Story, Sanafoul ou Abrial Group.



Electrochoc se produira à la MJC de Saint Herblain le ★vendredi 2 février à 20h 30
prix des places 10 F adhérents et chômeurs 15 F non adhérents
Maison des Jeunes et de la Culture Avenue Alain Gerbaud, 44800 - St. Herblain, 76.67.26
★Et le mercredi 31 janvier à

STAGES

Stage CPO à Celles sur Belle 3et 4 Février, Informatique et Liberté avec J.L. Léonardt
-pénétration de l'informatique dans les différents secteurs.
- vers quel type de société nous mène l'informatique?
-àquoi sert-elle et comment la rendre compréhensible à tous
TEL (49) 26 80 44.

L'Association de Formation des Travailleurs de l'agriculture organise deux journées de formation sur:
-la fixation des prix agricoles
-et sur les problèmes monétaire du Marché Commun.
Journées animées par des chercheurs de l'INRA de Nantes ou des enseignants de l'ENITIAA
Mardi 6 Février de 10h à 17h
Mercredi 21 Février de 10h30à 17h.
FJT Bvd Vincent Gâche

Stage Culture et Liberté 2,9,16 Février, apprendre à s'exprimer par oral et par écrit.10f par jour au centre social de la Bernardière.
Téléphoner 48 48 16.

SEMAINE AR FALZ

Le Mouvement Culturel "AR FALZ" organise encore cette année une semaine d'animation dont voici les grandes lignes du programme:

★ **Mardi 6 février:** au Centre Jean Macé, Nantes

Débat à partir de diapositive sur le rôle des musées en Bretagne. Conception moderne de ce rôle. Avec la participation de Mr. Veillard (du Musée de Bretagne - Rennes), de Mr. Samson (du Château des Ducs - Nantes) et de Mr. Hervé.



★ **Mercredi 7 février:** au Centre Jean Macé, Nantes

Comment introduire la Musique Bretonne à l'Ecole? Participation d'expériences diverses vécues à Nantes.

★ **Jeudi 8 février,** au Centre Jean-Macé, Nantes

Parallèle entre l'impérialisme culturel français en Afrique et en Bretagne par Mr. Person, Prof. de Sorbonne, historien et ancien président d'Ar Falz.

★ **Vendredi 9 février,** au Centre Socio-Culturel du Sillon de Bretagne, St. Herblain

"Il était une autre fois dans l'Ouest". Reprise de la pièce de théâtre sur le tourisme amélioré et avec une mise en scène.

★ **Samedi, 10 février,** à la Bourse du Travail CGT, GRANDE PREMIERE A NANTES

René Vautier vient présenter à Nantes son dernier film: "Colère Rouge et Marée Noire"

Ce film retrace admirablement les dessous et les dessous de la lamentable catastrophe de "l'Amoco Cadiz".

De nombreuses villes ont acheté une copie de ce film pour les écoles, les maisons de jeunes, les centres socio-culturels... alors peut-être pourrions nous voir comment er disposer d'une à Nantes.

+ - les entrées à ces manifestations sont libres. Une participation aux frais sera demandée à la sortie.

Il sera demandé 5 F par personne pour la soirée du samedi 10.

CINEMA ET HISTOIRE : LA JUSTICE

Faculté de Droit et des Sciences Politiques -

★ **30 janvier, 17h 30** - Comment vont les libertés, avec Ph. Boucher, éditorialiste au Monde, auteur du "Ghetto judiciaire, justice et pouvoir".

--- 21h - Film - "La machine" de Paul Vecchiali, première à Nantes au cinéma Katorza.

★ **31 janvier, 17h 30** - "L'honneur perdu de Katharine Blum" de Margerethe Von Trotta, et Volker Schlöndorff

★ **1er février, 17h 30** - Justice et terrorisme - avec François Colcombet, Magistrat (Ligue des Droits de l'Homme, Syndicat de la Magistrature).

★ **2 février 17h 30** - Film-débat Hommes de Loi, politique et classes sociales autour du film "1788", avec son co-réalisateur Jean-Dominique de la Rochefoucauld.



Participation aux frais des rencontres: 10 F par projection à la Fac. de Droit.

LA VIE, T'EN AS QU'UNE

Un film de Denis GUEDJ, Jean-Pierre PETARD et Abraham SEGAL
Présence du réalisateur J.P. PETARD, Prix 8 francs.
Théâtre Rezé, jeudi 1er févr. 20h 30.

présenté par La Coordination des Ciné Club Sud-Loire, Nantes-Sud, Rezé, Bouguenais, Le Pellerin.

"Chemin faisant on rencontre toute une famille de personnages vivants ou rêvés qui ont en commun de résister d'une façon ou d'une autre au grignotage de leur vie par le travail, la production, la vitesse, la merde, l'Etat!"

Hunebelle, Les Cahiers du Cinéma.

PETITES
annonCES

Qui a envie d'aller en Irlande cet été, avec pleins d'enfants, - près de Dublin, et échanger sa maison avec une famille irlandaise? Période: juillet-août, Contact: 86.80.57

BURNS DESSINS

EXPOSITION BURNS - DESSINS -
ATELIER DES HAUTS-PAVES, jus-
qu'au 4 février.

Première fois sans doute à l'APL qu'on parle d'une expo Pas "les luttes"... Plusieurs choses nous ont aidé à franchir le pas. Le lieu et les gens d'abord. L'Atelier des Hauts Pavés, autre chose que les galeries d'art du centre ou du plateau piétonnier. Les gens: pas des marchands de tableaux, un collectif de jeunes peintres et dessinateurs: un atelier et, comme les lieux s'y prêtent une salle d'exposition. Ouverte.

Burns est australien. Il débarqué à Paris en 68. Dix ans "garçon de salle" dans les hostos parisiens: il est passé par à peu près tous les services, des pavillons psychiatriques aux salles d'opération, de la radiologie aux urgences.

Un univers qu'il retranscrit minutieusement dans ses dessins: dénonciation des quotidiennes saloperies de l'univers médical. Inventaire critique, sans faiblesse. Vision assez noire bien rendue par la technique de la plume et de l'encre de chine.

Service psychiatrique -
Exploration à l'intérieur de la folie. Des murs gris, hachures diagonales. Personnages: les fous, zombies, dans les vaps, éternel clope au bec pas d'expression sauf les moments de crises.

Entrée à l'H.P.: la famille. Le premier repas, seul, les premiers calmants. Intra-veineuses. Les crises. Un bras couvert de piqûres: le soignant ne trouve plus la veine. 8 heures du soir: ruée de malades, distribution des comprimés... une poignée par personne: on enfourne. "Salle de jeux", grise et nue: deux fous dansent, couple dérisoire regard perdu.

bloc opératoire

"Merde, le scalpel est cassé" semble dire l'interne au beau milieu d'une opération.

Examen de la vessie: le chirurgien gratte son nez, et pose négligemment ses lunettes dans le bassin stérile. Intubations, forceps, massages cardiaques, sutures mal faites



amputations à la scie: négligences, anesthésies locales, morgue. Dernier plan: une queue de patient (victimes?) un chirurgien atroce en prend un au hasard: "A ton tour!"

Plage de La Baule au mois d'août: les estivants comme boudins blancs. Indigestion.

Le train de Paris vomit ses boudins blancs. Ruée reptation vers la plage. Bronza-

ge, insulations: boudins noirs. Lutte pour son m2 de plage: "Mister Big", énorme baudruiche, écrase les autres. Mépris pour les "indigènes", le pêcheur n'attrape plus que des boudins...

Vous avez jusqu'à la fin de la semaine pour vous y rendre. Burns vous y attend. Avec les autres peintres de l'Atelier des Hauts Pavés. Ph.B.

MORANGE & FORTIER

Chanson

du désespoir à la virulence

Créateurs, voilà comment Morange nous veut, hommes vivants, actifs sur eux-mêmes, vrais. Il nous donne ses images, et c'est à nous de construire notre itinéraire, d'aller, par elles, à la remise en question de oui nous nous contentons d'être.

Enfin, dans l'interférence du chant écrit et du chant oral — un certain nombre de poèmes servant de base au récit — on lit la non gratuité du langage. Morange n'est pas un poète qui gratouille en catimini du papier miroir à faire des livres pour les autres, ce qu'il écrit, ensuite, il le crie au public. Et de cela un homme qui communique. Son langage est un pont. Par lui sont reliés qui nous sommes et qui nous pourrions être. Un pont par-dessus les écueils. Et de couvrir la mer au bout du quotidien, c'est découvrir notre puissance et, encore une fois, notre liberté.

Liberté, vérité, puissance, jusqu'à présent, sans l'homme, j'ai parlé de Morange, dans le détail, dans les idées, et dans les couleurs. Je dirai qu'il ne dit pas autre chose que ce triangle.

2 FEVRIER

LA BERNAARDIERE (462677)
rue de Dijon ST HERBLAIN

Lucien NICOLAS
EXTRAIT DE LA REVUE CHANSON

CETTE SEMAINE

NANTES

MARDI 30 JANVIER

20h30 RUM, folk flamand, Fac des Lettres.
CINEMATHEQUE Salle Vasse
20h30 Falstaff
22h30 8e Procès

MERCREDI 31 JANVIER

15h Sacapousse - Théâtre de la Chamaille. Théâtre qui pe, 5 rue du Ballet.
CINEMERCREDI, salle Vasse
14h30 Katia et le Crocodile, pour enfants.
17h Suivons la Flotte, pour adolescents.
CINEMATHEQUE, Salle Vasse
20h30 Le Procès
22h30 Falstaff

JEUDI 1er FEVRIER

20h30 Comité Larzac, réunion publique avec diaporama FJT Bvd Vincent Gache.
20h30 " Punishment Park ", film de politique fiction sur un camp "spécial" pour gauchistes et autres déviants dans l'Amérique d'aujourd'hui. Salle Vasse.
20h30 "La Bombe" de Peter Watkins, film d'anticipation sur une attaque nucléaire en Angleterre. Ciné Club FJT.

VENDREDI 2 FEVRIER

20h30 Centre social Bernardière rue de Dijon St Herblain "Rock Fiction" Jean-François Morange.

SAMEDI 3 FEVRIER

10h Réunion Atelier Populaire 18 rue de Verdun.

MARDI 6 FEVRIER

20h30 Comité Larzac, réunion publique avec diaporama Centre socio culturel de la Bernardière.
21h Narciso Yepes, grande sa- le de la Maison de la Cul- ture.

P.S.: La réunion du Collectif enseignants prévue mardi 6 est avancée d'une semaine en raison de l'actualité. RDV: mardi 30, 20h 30 à la Fraternité.

SAINT NAZAIRE

VENDREDI 2 FEVRIER

21h "l'enfance d'Ivan" de Tarkovsky, ciné de la MJEP.

SAMEDI 3 FEVRIER

21h Triboulet, Café Théâtre MJEP.

ORVAULT

VENDREDI

VENDREDI 2 FEVRIER

21h DAN AR BRAS Salle Muni- cipale, organisé par l'UDB prix 25f

REZE

MERCREDI 31 JANVIER

20h30 Rock avec Electrochoc MJC de Rezé

JEUDI 1er FEVRIER

20h30 "la vie t'en as qu'une" Théâtre de Rezé.

SAINT HERBLAIN

VENDREDI 2 FEVRIER

20h30 Rock avec Electrochoc à la MJC.

BASSE GOULAIN

SAMEDI 3 FEVRIER

21h Fest-Noz, bal folk, gratuit animé par les jeunes du coin. Amenez vos cornemuses, violons, castagnettes

LA ROCHE SUR YON

SAMEDI 3 FEVRIER

21h " elle et lui et l'amant" par le Théâtrequipe, au FJT Arago.

Sommaire

BREVESp.2

MEDIA

Presse-Océan empoche et cen- surep.3-
Ouest-Unité:lePS vire à gauchep.4
La Rapière n°2p.5

ECOLE

Energie scolaire ...p.5
Emancipez-vousp.5

OUVRIERS

GEPp.6-7
Les bus trop à gauchep.7

FEMMES

Avortement en sursisp.8-9

NUCLEAIRE

Atelier populairep.9
Des juges accusentp.9
AR FALZp.9
Réunionp.9

BD

.....p.10

QUARTIERS

La Manufacturep.11
-12-13

PAYSANS

FBSEA: priorité à nos poulainsp.14
Joué/Erdre: réponsep.15

ENVIRONNEMENT

Amis de la terrep.15
GAMINp.16
ACLAp.16

ARMEE

Objectionp.17

DIVERS :stages

.....p.17

CULTURE

Rock, dessins, chansons, AR FALZ cinéma, petites annonces etc.p.17 à 19.



ABONNEMENT

Un trimestre : 12 numéros : 35 F. Soutien : 50 F.
Un semestre : 24 numéros : 70 F. Soutien : 100 F.
Un an : 48 numéros : 140 F. Soutien : 200 F.

NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits 8 numéros 15 F.

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

APL

Les textes peuvent être apportés toute la semaine.
Le vendredi de 16H à 19H30 réunion de rédaction ouverte à tous.
A partir de 21H discussion générale sur tous les sujets d'actualité.



PERMANENCES

tous les jours : 17H-19H
Téléphone : 76.26.33